

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : EUR 46/045/2007 (Public)
Bulletin n° : 202
ÉFAI

Embargo : 25 octobre 2007 00h01 TU

Russie. Il ne faut pas renouveler les erreurs commises en Tchétchénie

Les autorités russes et ingouches ne doivent pas renouveler les erreurs commises en Tchétchénie, a déclaré Amnesty International, au moment où la situation se dégrade rapidement en Ingouchie, voisine de la Tchétchénie en Russie, avec un nombre croissant de disparitions forcées, d'enlèvements et autres violations des droits humains.

« Dans leur traitement de la situation instable en Ingouchie, les autorités russes doivent respecter le droit, en particulier en s'assurant que toutes les détentions respectent le droit russe et les normes internationales relatives aux droits humains », a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

À la veille du sommet Union européenne-Russie ce vendredi 26 octobre, au Portugal, Amnesty International exhorte la Russie à respecter les normes internationales qu'elle a reconnues. Les autorités russes et ingouches doivent respecter les normes internationales et le droit russe lors de toutes les actions de leurs forces de sécurité. Le respect de l'état de droit, notamment du droit relatif aux droits humains, doit être au cœur de la réponse à la crise sécuritaire en Ingouchie.

« Le mépris souvent total des forces fédérales russes pour l'état de droit lors du conflit en Tchétchénie, et l'impunité avec laquelle elles ont enlevé, torturé et fait disparaître des membres de la population locale, ont marqué les vies de milliers de personnes et nuï à la réputation internationale de la Russie, a déclaré Nicola Duckworth. Une répétition de la même tactique en Ingouchie serait inacceptable. »

En Ingouchie, des membres des forces de l'ordre auraient procédé à des vérifications d'identité et des placements en détention sans s'identifier, et, dans certains cas, le visage masqué. Lors d'un raid apparemment punitif sur le village d'Ali Yourt, en juillet 2007, des villageois auraient été rassemblés puis frappés, et sept personnes auraient été arrêtées et emmenées au bâtiment des services de sécurité fédéraux à Magas, où certaines auraient été maltraitées. Trois personnes au moins ont été abattues par des membres des forces de l'ordre dans la ville de Nazran depuis le début de l'année ; les autorités ont déclaré que ces personnes avaient opposé une résistance armée, mais des témoins des homicides affirment qu'elles ont été exécutées sommairement. Des épisodes similaires ont été signalés dans les villes de Malgobek et Karaboulak.

Trois hommes sont toujours portés disparus après avoir été enlevés en Ingouchie cette année et on ignore toujours où se trouve un quatrième homme qui a disparu en mars. D'autres hommes ont été libérés après avoir été enlevés, certains ayant été maltraités ou placés en détention secrète, parfois dans des trous creusés dans la terre. D'autres personnes d'origine ingouche auraient disparu dans l'Ossétie du Nord voisine. Selon leurs proches, elles peuvent avoir été enlevées par des membres des forces de l'ordre, avant de disparaître.

Selon des témoins, Ibragim Gazdiev, un homme d'origine ingouche, a été arrêté à 12h54 le 8 août 2007 à Karabulak, dans la république russe d'Ingouchie, par des hommes armés en tenue de camouflage.

Ibragim Gazdiev n'a pas été revu et n'a pas donné de nouvelles depuis lors ; selon des sources non officielles, il pourrait être détenu au secret en Ingouchie ou dans une république voisine du Caucase du Nord. Les autorités ont néanmoins officiellement nié la détention d'Ibragim Gazdiev, et Amnesty International est très préoccupée par sa sécurité. Le bureau du procureur aurait ouvert une enquête judiciaire sur l'enlèvement de cet homme.

« Les autorités russes et ingouches doivent faire cesser immédiatement ces violations des droits humains, et enquêter réellement sur toutes les allégations de violations, a souligné Nicola Duckworth. La Cour européenne des droits de l'homme a conclu, à ce jour, que la Russie était responsable de graves violations des droits humains dans 18 affaires distinctes liées au conflit tchétchène, et la Cour doit en étudier bien d'autres encore. Ces violations ne doivent pas se reproduire en Ingouchie. »

Amnesty International est également préoccupée par les atteintes aux droits humains, notamment des enlèvements, qui auraient été commises par des groupes armés visant des civils. L'organisation a reçu des informations selon lesquelles des individus armés commettent de nombreuses attaques contre les civils : des membres de familles d'origine russe ont été tués, et une bombe a explosé lors des funérailles d'une des victimes, blessant plusieurs personnes ; des membres d'une famille rom, deux Coréens et une famille du Daghestan ont également été tués lors de ces attaques. Parallèlement, des groupes armés ont mené des attaques, souvent mortelles, contre des membres des forces de l'ordre en Ingouchie.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>

Nom du document : EUR_46_045_2007_ext_fra.doc
Répertoire : \\Condor\archives\A_archiver\Publics-Internes
Modèle : C:\Documents and Settings\Frédéric\Application
Data\Microsoft\Modèles\Normal.dot
Titre : Russie. Il ne faut pas renouveler les erreurs commises en Tchétchénie
Sujet :
Auteur : EFAI
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 23/10/2007 15:10:00
N° de révision : 2
Dernier enregistr. le : 23/10/2007 15:10:00
Dernier enregistrement par : Sabine Vandame
Temps total d'édition : 1 Minute
Dernière impression sur : 23/10/2007 15:18:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 2
Nombre de mots : 818 (approx.)
Nombre de caractères : 4 500 (approx.)